

entendent par « retrait de territoires » ou « frontières sûres ».

Mais cette désinvolture méprisante de Baker n'est pas digne de Shamir, qui n'est pas un enfant que l'on peut manipuler en lui faisant avaler une pilule amère enveloppée dans l'emballage d'un bonbon. Shamir n'est pas un simple client récalcitrant que l'on peut séduire par un discours au vocabulaire complexe. Il sait que toute négociation, directe ou indirecte, avec ou sans la participation de l'OLP, placera Israël (mais pas tout Israël) dans une confrontation solitaire face à un consensus international qui estime que le principe du retrait de territoires signifie le retrait de Hébron, de Naplouse, et sans doute aussi de Jérusalem. Ce n'est qu'après avoir admis ce principe qu'il devient possible d'en marchander le prix, et Shamir n'est absolument pas prêt à payer. Si Baker ne dévoile pas tout de suite cette ligne dans le contrat, il passera son temps à voler pour rien dans son avion, comme tous ses prédécesseurs qui ont cru qu'ils seraient capables d'imaginer un chemin détourné pour guider Shamir jusqu'à une table à laquelle il ne veut pas s'asseoir.

Akiva ELGAR  
*Haaretz*, 7 avril 1991.

## L'ÉNIGME SHAMIR

Radieux, arborant un large sourire inhabituel et entouré d'une cour d'admirateurs ravis, Yitzhak Shamir a annoncé à la nation qu'il s'apprêtait à soumettre de « nouvelles idées » au secrétaire d'État, James Baker. Il s'est bien gardé, évidemment, de rendre publics les détails de ces « nouvelles idées » avant de les présenter à l'invité américain, mais tous les journaux ont publié des manchettes à la « une » : « *Shamir: De nouvelles idées* ».

Pas étonnant que Shamir soit content :

tous les quelques mois, il nous sert le même rituel et à chaque fois, la presse avale le morceau. Un officiel de haut niveau arrive en Israël, et deux jours avant sa visite le bureau du premier ministre commence à distiller des fuites sur des « comités de travail », des « groupes de réflexion », des « documents de travail » et même sur des « contacts interministériels ». La veille de la visite, on parle carrément de « nouvelles propositions » et de « courants de pensée originaux ». Ensuite la rencontre a lieu, et tout reste comme avant. Les dossiers retrouvent leurs étagères jusqu'à la prochaine visite. On procèdera alors à un dépoussiérage des textes, une secrétaire se chargera de passer le dixième paragraphe en tête et vice-versa, les groupes et les comités seront convoqués, ils bavasseront et changeront quelques intitulés, il y aura des fuites, Shamir fera un discours devant les invités d'une fête folklorique et les journaux annonceront qu'il a de nouvelles idées. Dans les couloirs de ses bureaux, tout le monde rigolera, une fois de plus.

(...) Les esprits brillants du gouvernement israélien passent leur temps à inventer de nouvelles formulations destinées à fermer le cercle vicieux, c'est-à-dire à continuer le processus politique sans le faire progresser, à créer une impression d'ouverture tout en piétinant sur place, à faire semblant de marcher « avec » alors qu'on va « sans ». Or, la seule question qui se pose est la suivante : Shamir veut-il qu'il y ait un processus de paix ? A cette question, il n'existe pas de réponse officielle.

Pourtant, d'un point de vue shamirien, jamais les conditions n'avaient été si propices. Le monde entier a avalisé le « gadget » des négociations parallèles ; les États-Unis ont adopté l'idée de la nécessité d'une conciliation entre Israël et les États arabes ; l'idée a été admise que les pays arabes devaient faire des gestes pour montrer leur bonne volonté et calmer les craintes justifiées d'Israël ; la conférence internationale, proposition terrifiante, a été emballée dans de la naphtaline ; l'OLP-Tunis a été jetée à la poubelle par les Arabes eux-mêmes ; le

principe de la négociation directe a été avilisé par la communauté internationale ; les Palestiniens se sont réveillés de leur rêve de détruire Israël par Saladin interposé ; Israël et les Arabes ont vécu, pour la première fois, une guerre du même côté ; une partie d'entre eux sont aujourd'hui disposés, même s'ils ne le disent que discrètement, à inclure Israël dans le paysage du Moyen-Orient. On peut donc demander au premier ministre: Si vous dites non aujourd'hui, quand donc direz-vous oui ?

Shamir pourrait bien sûr répondre que tous les changements politiques énumérés ci-dessus sont dûs à sa politique patiente et prudente. Il pense peut-être qu'Israël doit aujourd'hui se montrer encore plus ferme, afin que ces nouvelles tendances s'accroissent encore plus, jusqu'à ce qu'arrive le jour où les États-Unis, l'Europe et les Arabes supplieront à genoux qu'Israël installe un peu plus de juifs en Judée-Samarie. Shamir pourrait bien faire l'erreur de penser que le temps qui passe est un allié indéfectible.

(...) Shamir est à notre tête depuis sept ans, et il est toujours une énigme. Dans les domaines les plus cruciaux, ceux de notre vie et de notre mort, il est un mystère non-résolu. Nous ne savons pas si son cœur penche du côté de Tehya et de ceux qui refusent tout processus politique, ou du côté des plus réalistes de ses jeunes collègues qui reconnaissent tout de même la nécessité d'opérer des changements. Si Shamir n'est pas le « refuznik » absolu que nous sommes nombreux à voir en lui, son heure est arrivée. Les conditions extérieures sont celles qui lui conviennent, et tout le pouvoir intérieur est entre ses mains. Ce matin, il doit rencontrer James Baker, et je lui propose de profiter de cette rencontre pour faire quelque chose pour la paix. Ce serait vraiment une idée nouvelle, la seule qu'il puisse nous proposer.

Hami SHALEV  
Davar, 9 avril 1991.

## LE RETOUR DU BULLDOZER

Au cours des six derniers mois, on observe dans les territoires la plus forte vague de construction depuis la moitié des années 70. Ariel Sharon renforce les implantations existantes, en crée de nouvelles et construit des routes entre les colonies. Cette semaine il a annoncé que 13 090 nouveaux logements seront terminés en Judée-Samarie entre 1990 et 1993, et que 1 000 des 5 000 caravanes qui seront installées dans le pays seront utilisées dans les territoires. Selon son estimation, deux milliards de shekels seront consacrés à l'élargissement des implantations au cours de cette même période.

Au cours du reportage que nous avons effectué cette semaine en Samarie, nous avons visité une vingtaine d'implantations. Dans toutes ces implantations, nous avons vu des caravanes neuves, des chantiers d'infrastructure et de développement, des fondations pour des constructions en dur, des travaux de percement de routes et des surfaces aplanies avant d'être goudronnées. Dans chacune de ces implantations, on nous a parlé d'un doublement ou d'un triplement de la population prévue pour les deux ou trois prochaines années.(...)

La guerre du Golfe a marqué un tournant dans l'attitude de Sharon à l'égard de la construction dans les territoires. Au début de sa prise de fonction au ministère du Logement, il avait laissé penser qu'il ne ferait rien qui puisse mettre l'immigration soviétique en danger. Il disait alors que si une construction massive dans les territoires pouvait faire courir le risque de perdre l'aide américaine, il valait mieux garder un profil bas, malgré l'importance sacrée à ses yeux de la colonisation. Mais depuis l'invasion irakienne du Koweït et